



Ateliers DOS : Ateliers de Divine Opération de Séduction

Compte rendu de la Grand Messe DOS à Rennes le 9 février 2010

Monsieur PARINI, Directeur Général des Finances Publiques était présent hier au parc des expositions de Rennes pour une «réunion interrégionale du DOS ».

Sans regarder à la dépense, la DG avait « convié » 1200 agents, dont une bonne part de cadres à ce grand moment de « dialogue participatif ».

Certains collègues avaient pu penser pouvoir porter leurs inquiétudes, leurs mécontentements et leurs exigences au sein de ces ateliers, loin de nous l'idée de les stigmatiser.

Ceci étant nous considérons que le DOS n'est qu'une nouvelle étape de la politique de « com. » de la DGFIP pour faire passer en douceur la fusion. Il s'inscrit dans le droit fil des « grands messes », réunions cadre A...

A l'instar des groupes de travail locaux organisés dans les directions, le résultat est malheureusement déjà connu avant même le début des travaux.

Alors que les budgets diminuent année après année, que les suppressions d'emplois s'accroissent, que le réseau de proximité continue à se rétrécir, que les rémunérations stagnent et «décrochent» toujours plus vis à vis de l'augmentation du coût de la vie tout en intégrant progressivement la notion de «mérite», que le «diktat» des indicateurs augmente toujours plus la pression sur les agents, que la polyvalence se développe, etc... ; la DG voudrait nous faire croire qu'elle va enfin (miracle !) prendre en compte les avis des agents qui ne seraient pas dans « sa ligne » ?

La DG met en place un jeu de dupes : les vraies orientations ont déjà été pensées en haut lieu !

La Direction Générale cherche à utiliser ces ateliers comme caution à une politique préétablie, tout en tentant de mettre en difficulté les organisations syndicales lors des prochains groupes de travail nationaux sur la base de ce que seule la DG aura retenu des ateliers !

A l'appel de l'intersyndicale CGT, SNUI-SUD, FO, 150 agents de l'interrégion s'étaient rassemblés dans un froid piquant devant le parc des expositions.

Dans notre esprit, il s'agissait simplement de remettre en main propre au DG la pétition signée par les milliers d'agents de l'interrégion-ouest.

Cette pétition réaffirme les revendications partagées par la majorité des agents qui se sont exprimées et continuent à s'exprimer lors des mobilisations largement suivies à la DGFIP.

N'ayant à aucun moment l'intention d'envahir la salle de réunion, nous avons demandé à Mrs Rambal (directeur général adjoint) et Nicolaïeff (délégué interregional) à rencontrer M PARINI afin de lui remettre au nom des agents la pétition dont nous étions porteurs. Ces derniers nous ont assurés que le DG nous rencontrerait très rapidement sur la pas de la porte au cours d'une suspension de séance.

Au bout d'une demi heure, nous nous sommes aperçus que malgré les engagements pris, le DG n'avait aucune intention de nous recevoir et qu'il comptait sur notre lassitude et le froid glacial pour nous faire renoncer, c'était bien mal nous connaître. Visiblement le DG a du mal à reconnaître la détermination des agents de la DGFIP.

Nous avons donc décidé de faire un « peu de bruit » pour nous faire entendre des directeurs chaudement installés à l'intérieur.

O miracle le DG nous est alors apparu, bien renfrogné il faut l'admettre.

Après avoir reçu les pétitions, il a dû entendre, loin des interventions convenues du DOS, les témoignages de collègues sur la vie des services. Nous avons été frappés par les réponses mécaniques et décalées du DG et de ses adjoints.

Une audience était prévue avec les « représentants du personnels » à 14H après « le buffet déjeunatoire » (sic).

Nous étions sans illusions sur le sens réel de cette audience, qui fait partie du parcours obligé pour donner un vernis de dialogue social à la politique de l'administration en restreignant l'expression des représentants du personnel à un cadre institutionnel stérile (autour d'un café et de petits gâteaux).

L'interpellation du matin avait conduit le DG à accepter que tous les agents présents qui le souhaitaient participent à cette audience. C'est donc forte d'une trentaine de participants (au lieu des 5 par organisation syndicale initialement prévus) que la délégation CGT s'est présentée.

Il s'agissait dans notre esprit de continuer dans la lancée de l'interpellation du matin, hors du cadre convenu souhaité par le DG.

Toutes les organisations syndicales sont intervenues sur les points qu'elles avaient retenus.

Après que nous ayons expliqué le sens de notre présence, une camarade du SNADGI-CGT Vendée a pris la parole pour réitérer l'appel des agents de son département qui sont dans l'action depuis 16 mois pour dénoncer l'application des réformes et le mal-être généralisé dans les services qui a conduit un collègue au suicide.

Malgré les promesses du DG et une étude ergonomique (qui a abouti aux mêmes conclusions que les collègues), tout a continué comme si de rien n'était, y compris les suppressions d'emploi malgré des engagements fermes.

Finalement, les belles promesses n'avaient pour but que de jouer la montre et parier sur l'écoeurement des agents.

Question CGT : la DG a dit prendre en compte le malaise des agents l'été dernier ; qu'en est-il donc de la prévention des risques pour les agents sur le terrain ; quelles mesures pratiques pour répondre à ces attentes ? Pourquoi certains départements n'ont ils toujours pas de médecin de prévention ?

Après le tour de table, le DG a pris la parole : pas de surprise !

Le DG se veut parfaitement clair :

Il n'y aura pas de création d'emplois dans l'interrégion Ouest

Pour lui, la DGFIP doit participer à l'effort national (des services publics dans le cadre de la RGPP) pour plus d'efficacité, plus de productivité des services publics, politique qu'il appliquera avec toutes ses conséquences.

Alors bien sûr, ce n'est pas facile, mais il veut discuter pour mieux passer le cap des réformes, et se sent responsable de ce que vivent les agents dans les services.

Sur le mal-être des agents, les difficultés de vie au travail, la vie est difficile, c'est vrai, et le DG se sent moralement responsable des agents ; on demande des résultats, plus qu'avant, c'est vrai ; la « communauté professionnelle » se doit donc de prendre en charge les problèmes des agents, par les médecins de prévention, par la détection des cas de situations difficiles suffisamment en amont, avec l'aide des assistantes sociales, des syndicats (sic !).

Sur les causes réelles du malaise : silence !

Le DG promet des médecins de prévention partout, ce qui ne lui coûte pas cher puisqu'il précise aussitôt qu'il ne détient pas les cordons de la bourse : traduction, on peut toujours attendre.

Réponse du DG à une question de la CGT sur l'application de la loi de mobilité et de la prime de fonctions et de résultats à la DGFIP.

« **Loi de mobilité** » : Il est tenu d'agir dans le cadre dans le cadre de la loi, mais, grâce à sa volonté de conserver un maillage territorial et à ses réformes de structures, le DG nous garantit la main sur le cœur que la loi de mobilité n'aurait aucune conséquence à la DGFIP et que les agents qui perdraient leur poste seraient garantis de retrouver un poste dans leur résidence.

Chapeau l'artiste, on est prié d'applaudir le DG, encore une fois il ne s'engage que jusqu'à la fin des opérations de fusion (en 2012), sauf à charcuter éternellement les services : **en clair le décret sur les licenciements des fonctionnaires s'applique à la DGFIP comme ailleurs et les promesses du DG n'engagent que ceux qui veulent bien y croire.**

Prime de fonctions et de résultats : A propos de la prime aux résultats : le DG trouve normal que les hauts cadres voient leur rémunération liée à leurs résultats. Il n'est pas favorable à un intéressement individuel (gonflé puisqu'il existe déjà de fait avec la notation) mais pourquoi pas un intéressement sur les résultats du service (bonjour la course aux indicateurs, dans des services toujours à court d'emplois).

Pour l'instant, on reste sur l'intéressement collectif existant, merci not' bon mait'.

Sur l'informatique : selon Monsieur PARINI, la DGFIP a besoin d'une grande qualité informatique, et c'est pour cela qu'il a décidé de ne pas externaliser cette mission : tous les centres informatiques seront autonomes, avec une structure coordinatrice des 50 sites, pour l'animation et le pilotage de ces missions.

Pour la CGT, la mise en place des Directions Locales Informatiques (DLI) s'inscrit dans le schéma plus large de la fusion DGFIP et la volonté de supprimer massivement des emplois ; les DLI sont le cadre à l'intérieur duquel la direction pourra organiser les restructurations futures.

Les DLI proposées par la DGFIP n'ont rien de local et pour la CGT c'est un retour en pire aux anciennes directions régionales de l'ex-DGI avec les centres régionaux d'informatique qui y étaient rattachés.

Selon le DG, la réforme des services des pensions de l'Etat doit être mise en œuvre de la façon la plus positive pour les agents concernés; la réforme consiste à regrouper dans le même service le calcul et le paiement des pensions.

Le DG assure que les agents qui seront touchés par les restructurations de services auront de nombreuses possibilités pour retrouver un poste dans les services de la dépense au niveau régional.(Il oublie bien sûr de parler des services départementaux de la dépense qui sont supprimés dans les TG).

Le DG se félicite d'avoir mis entre parenthèses les réformes en cours pour se concentrer sur les SIP et la fusion.

Intervention CGT : nous ne sommes pas là pour réclamer une pause technique dans l'application des réformes, les SIP ont été mis en place contre la volonté des agents, et cette réforme leur a été imposée comme les précédentes ; un exemple pour comprendre que, malgré ce que dit le DG, les réformes continuent : à LOUDEAC, après le transfert de l'ICE (inspection de contrôle et d'expertise), de l'enregistrement, de la FI (fiscalité immobilière) et du cadastre vers Saint-Brieuc, l'Hôtel des Finances est pratiquement vidé de ses missions.

OPÉRATION "CHARCUTAGE"



Ce sont également la conservation des hypothèques et les trésoreries mixtes de la circonscription qui sont dans le collimateur. Le SIP est mis en place, et les autres réformes continuent, contre les usagers.

C'est un recul flagrant du service public, et les baisses d'effectifs dans les petites trésoreries entraînent des conditions invivables pour les agents, jusqu'à les pousser à souhaiter la suppression de leur propre service.

Le DG : il y a en effet une nouvelle répartition des rôles entre les SIP dans les villes et les trésoreries de proximité dans les territoires excentrés : on maintient le maillage.

CGT : c'est du sirop pour faire avaler la pilule aux élus locaux ; les agents sont sacrifiés dans ces logiques de restructuration et de suppressions d'emplois.

Devant ce mépris affiché et l'absence de réponses concrètes du DG face à la réalité qui lui est pourtant encore une fois remontée clairement des services, la délégation CGT quitte la séance à 15H30.



A l'occasion de cet exercice de propagande, pas question pour le Directeur Général d'aborder les sujets ayant trait à l'emploi, aux conditions de travail, aux réformes de structure, à la reconnaissance des qualifications, à la rémunération, aux garanties collectives et statutaires...

Mis à part cela, on peut échanger sur le reste sauf sur tout !!!

Pourtant, ce sont bien les suppressions d'emplois, continues et massives, les restructurations incessantes, un management coercitif fondé sur l'obsession de la satisfaction des indicateurs, la perte de sens du travail, l'écoeurement d'être contraint à un travail de mauvaise qualité au nom du productivisme, et l'individualisation de la gestion des agents qui sont à la source de toutes les souffrances subies et de la dégradation des missions.

Pour la CGT, cette journée doit constituer une nouvelle étape dans le processus de lutte et la construction d'un rapport de force de haut niveau permettant d'ouvrir de véritables négociations et gagner sur nos revendications, fonction publique, DGFIP, nationales et locales.

Il y a urgence à stopper la casse des services publics !!!

Parini et ses donneurs d'ordre doivent entendre ce que les personnels ont à leur dire !!!